

Il est également nécessaire de réfléchir aux mécanismes de planifications stratégiques et leur suivi, aux instances de gouvernance et aux stratégies de dialogue social car les orientations doivent être appropriées par tous les acteurs.

- Un des enjeux est de se diriger vers une approche de la réforme qui soit intégrée avec des séquences maîtrisées et de disposer de la capacité à mettre en œuvre ces réformes dans un délai de temps maîtrisable en allouant les ressources de manière efficace en fonction des priorités. Actuellement la priorité est sociale et concerne l'assurance maladie et la protection sociale. Les autres chantiers importants portent sur la compétitivité de l'entreprise, qui peut fortement contribuer à la création de l'emploi et la complémentarité entre l'investissement public et privé.

- Afin de prolonger et accélérer la croissance dans l'avenir, il faudrait effectuer une transformation économique et sociale à travers la coordination des enjeux macro-économiques, méso économiques et micro économiques.

Il faudrait également traiter les dettes publiques et privées héritées de la crise et mettre en place une politique monétaire plus active pour continuer à maîtriser l'inflation, maintenir les taux d'intérêt relativement bas et instaurer une politique de crédit plus agressive pour accompagner les entreprises notamment les PME et TPE.

- L'entreprise devrait se responsabiliser sur un certain nombre de choix et définir une stratégie à long terme tout en disposant d'une visibilité sectorielle. L'aspect du dialogue social est fondamental pour la performance de l'entreprise.
- La crise est venue cristalliser des enjeux qui existaient auparavant et elle peut être considérée comme un catalyseur. Il faut réfléchir à une refonte du lien qui peut exister entre le citoyen et les pouvoirs publics et placer « l'humain » au centre des stratégies en termes de bien-être social.
- Les enjeux du développement durable, à savoir les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont des éléments importants pour la mobilisation des financements notamment les investissements étrangers. Ces enjeux représentent la synthèse des défis qui attendent le Maroc. Par ailleurs, les entreprises qui respectent ces critères ESG sont plus performantes et résilientes.
- Selon une étude de la Banque Mondiale, qui a porté sur la partie macro-économique du nouveau modèle de développement, il a été conclu que les pays ayant affiché une importante croissance, ont connu une transformation structurelle qui a porté sur tous les facteurs de production :

Contact Presse :

sami.saber@prmediacom.com

+212 661 399 976

www.cdg.ma

- le capital humain grâce à l'éducation
 - la productivité des entreprises et spécialement dans les villes
 - l'innovation qui est un facteur clé
 - la participation des femmes dans le marché du travail
- Quatre facteurs permettent la réduction de la pauvreté et des inégalités dans le monde :
 - l'emploi pour les plus vulnérables, pour les jeunes et pour les femmes et la formalisation du secteur informel qui est très hétérogène au Maroc.
 - l'éducation : le facteur le plus important pour la mobilité sociale réside dans l'égalité des opportunités dans le secteur de l'éducation et un ciblage des enfants des familles les plus défavorisées et plus précisément la petite enfance.
 - le budget de l'Etat : Il faut mettre en place des taxes plus progressives, des incitations pour les investissements et imposer les biens des personnes notamment la propriété, le foncier et l'héritage afin de modifier la distribution des richesses.
 - la réforme sociale : Le Maroc a entrepris une importante réforme au niveau de la protection sociale qui va permettre une protection des couches les plus vulnérables et une incitation à une accumulation du capital humain.
 - Afin de permettre une meilleure répartition des richesses et avoir une classe moyenne plus importante et plus résiliente à court terme, Il est nécessaire de mieux cibler les aides octroyées aux personnes les plus vulnérables grâce à la mise en place d'un identifiant digital universel et unique des individus qui permet une authentification en ligne et en temps réel.

Dans ce sens, un registre social unifié (RSU) est en phase de mise en place au Maroc.

Cette crise est une occasion pour repenser les politiques publiques, les rôles des entreprises et les priorités sociales. Elle doit être considérée plus sous l'angle d'une opportunité que celui d'un défi.

À propos de l'Institut CDG

L'Institut CDG se veut un vecteur de transformation de l'information en nouveaux savoirs partagés, pouvant enrichir et conforter le Groupe CDG dans la connaissance de son environnement socio-économique et dans ses pratiques. L'Institut CDG promeut un espace de réflexion à même de favoriser l'éclosion d'idées innovantes et de solutions constructives dans le cadre des grands débats nationaux.

Contact Presse :

sami.saber@prmediacom.com

+212 661 399 976

www.cdg.ma